

## **Déclaration du Représentant des États-Unis**

Alors que débute la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du Fonds international de développement agricole, le Gouvernement des États-Unis est certain que le FIDA est bien placé pour réussir dans sa mission de réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire dans les zones rurales, par une transformation inclusive et durable du monde rural. Nous félicitons le Président, Monsieur Houngbo, pour son leadership, et exprimons notre profonde gratitude à la direction et au personnel du FIDA pour l'action qu'ils mènent. Nous voulons aussi saluer les contributions du Bureau indépendant de l'évaluation, qui s'emploie constamment à réaliser des produits et des services de grande valeur pour promouvoir, au FIDA, l'apprentissage institutionnel et l'amélioration de la programmation.

La sécurité alimentaire demeure, pour le Gouvernement des États-Unis, l'une des priorités du développement. La Loi sur la sécurité alimentaire mondiale, reconduite en 2018, est certes principalement axée sur les programmes de développement bilatéraux, mais elle n'en illustre pas moins le fait que le Gouvernement des États-Unis demeure engagé dans la lutte pour la réduction de la faim, de la malnutrition et de la pauvreté partout dans le monde. Les États-Unis continuent d'apprécier le FIDA et le travail qu'il réalise, et reconnaissent que sa performance en matière d'impact sur la pauvreté rurale a toujours été élevée. Les interventions du FIDA auprès des petits exploitants agricoles et des populations rurales marginalisées et vulnérables, comme les femmes, les jeunes et les populations autochtones, contribuent à la lutte contre la faim dans le monde, et sa collaboration avec les micro et petites entreprises rurales renforce les économies rurales.

Durant l'année écoulée, le FIDA a réalisé des progrès dans le cadre de son important programme de réforme. Il a poursuivi ses efforts de décentralisation, ce qui devrait contribuer à améliorer sa coordination et sa participation à l'élaboration des politiques avec les gouvernements, les organisations de la société civile nationale et les donateurs. Le FIDA a également apporté d'importantes améliorations à son Cadre pour la soutenabilité de la dette, ce qui contribuera, à l'avenir, à renforcer sa position financière. Les États-Unis encouragent le FIDA à poursuivre l'adoption des réformes additionnelles nécessaires, y compris en allouant davantage de ressources de base aux pays à faible revenu et aux pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, et en élaborant une politique de reclassement efficace tenant compte de l'évolution des réalités économiques des pays. Le FIDA devra souvent faire participer ses parties prenantes alors qu'il continue sur la voie des réformes. En 2020, il devra s'attacher à promouvoir la responsabilité institutionnelle par des rapports de qualité sur les résultats et les effets obtenus en matière de développement, de prise en compte de la question du genre et de l'inclusion financière, de possibilités ouvertes aux jeunes ruraux, et d'intervention dans les États fragiles. Nous encourageons le FIDA à étudier attentivement les moyens d'adapter son personnel pour répondre aux besoins futurs, en prenant en compte les conséquences sur le plan budgétaire et sur celui des ressources humaines, de manière transparente et rigoureuse. Nous encourageons également le FIDA à poursuivre l'examen de moyens de coordonner et de développer des synergies, notamment avec les autres organismes du secteur de l'alimentation ayant leur siège à Rome et autres institutions financières internationales, non seulement pour améliorer son efficacité, mais aussi pour obtenir des résultats de qualité en matière de développement.

Les États-Unis seront heureux de poursuivre leur collaboration avec la direction et le personnel du FIDA pour continuer de renforcer l'institution durant l'année à venir, afin qu'elle soit prête à relever les défis qui l'attendent.